

- n'utilisent pas, au sein de l'offre non directement accessible, telle que visée à l'article 2, § 1, 40°, du décret du 12 juillet 2013 relatif à l'aide intégrale à la jeunesse, le module de séjour dans un centre multifonctionnel, tel que visé à l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 26 février 2016 portant agrément et subventionnement de centres multifonctionnels pour personnes handicapées mineures;

- ne sont pas inscrits dans un internat d'enseignement spécial, visé à la partie III, chapitre 4, section 1, sous-section 2, de la codification de certaines dispositions relatives à l'enseignement du 28 octobre 2016;

3° dans l'alinéa premier, le point 5° est abrogé :

4° dans l'alinéa premier, le point 7° est abrogé :

5° dans l'alinéa deux, le membre de phrase « l'article 16, § 2 » est remplacé par le membre de phrase « l'article 15, § 5 ».

Art. 6. L'article 3 du même arrêté est abrogé.

Art. 7. Dans l'article 6 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 juillet 2018, le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 8. Les articles 8 et 9 du même arrêté sont abrogés.

Art. 9. Dans l'article 10 du même arrêté, le membre de phrase « aux articles 6 et 8 » est remplacé par le membre de phrase « à l'article 6 ».

Art. 10. Dans le même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 12 octobre 2012 et 20 juillet 2018, le chapitre IV, comprenant les articles 11 à 15, est abrogé.

CHAPITRE 5. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement flamand du 26 septembre 2014 relatif à la fixation des règles de demande et d'octroi de la subvention à l'École maternelle itinérante flamande*

Art. 11. Dans l'article 3, 3°, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 26 septembre 2014 relatif à la fixation des règles de demande et d'octroi de la subvention à l'École maternelle itinérante flamande, le mot « scolaires » est remplacé par le mot « calendaires ».

Art. 12. À l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le membre de phrase « scolaires, conformément à » est remplacé par le membre de phrase « calendaires, conformément à »;

2° le membre de phrase « Au plus tard le 1^{er} avril avant le début de la période de cinq années scolaires » est remplacé par le membre de phrase « Au plus tard le 1^{er} octobre de l'année précédant le début de la période de cinq années calendaires ».

Art. 13. Dans l'article 7 du même arrêté, le membre de phrase « le 30 avril avant le début de l'année scolaire » est remplacé par le membre de phrase « le 30 novembre précédant l'année calendaire ».

Art. 14. Dans l'article 8, alinéa premier, du même arrêté, le mot « scolaires » est remplacé par le mot « calendaires ».

CHAPITRE 6. — *Dispositions finales*

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2021, à l'exception des articles 1, 11, 12, 13 et 14 qui entrent en vigueur le jour qui suit la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 16. Le ministre flamand ayant l'enseignement et la formation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 juillet 2021.

Le Ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand,

B. WEYTS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2021/42664]

14 JUILLET 2021. — Décret relatif à la capacité de placement de la Communauté française pour assurer la mise en oeuvre et le suivi de la surveillance électronique, et au programme-horaire des justiciables condamnés à une peine privative de liberté de trois ans ou moins

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER. — *Dispositions générales*

SECTION PREMIÈRE. — DEFINITIONS

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° **alarme** : information transmise au service compétent via le dispositif de surveillance électronique et qui nécessite, le cas échéant, une réaction de la part de celui-ci ;

2° **autorité mandante** : une instance judiciaire ou administrative habilitée par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance, à charger le service compétent de la mission de mise en oeuvre et de suivi d'une surveillance électronique octroyée à un justiciable ;

3° **autres acteurs** : les acteurs qui collaborent à l'exécution de la mission du service compétent mais qui ne constituent pas une autorité mandante, et qui sont l'administration pénitentiaire, les services de police et les services sociaux ;

4° capacité de placement : le nombre de justiciables pouvant bénéficier d'un placement, lequel est déterminé en fonction des éléments repris à l'article 12 ;

5° congé pénitentiaire : le congé octroyé par l'autorité mandante au justiciable, qui a pour effet de suspendre le contrôle de celui-ci par des moyens électroniques, pendant une période déterminée ;

6° contexte social du justiciable : toutes les personnes qui ont un lien relationnel particulier avec le justiciable et qui sont amenées de ce fait à entrer en contact avec le service compétent ;

7° données policières : les extraits de procès-verbaux élaborés par les services de police et transmis par les autorités mandantes au service compétent ou qui sont accessibles via les systèmes d'informations visés à l'article 10, § 2, alinéa 2 ;

8° exploitation des données : consiste en l'analyse des données, qui peut aboutir à la prise de décision concernant le suivi d'un justiciable, la modalité d'une surveillance électronique ou du programme horaire. Cette analyse est également effectuée en vue de développer des outils permettant la réalisation des traitements visés à l'article 5, § 1^{er} » ;

9° horaire standard : horaire de base imposé au justiciable en surveillance électronique tel que visé à la section 1^{ère} du Chapitre 3. ;

10° justiciable : citoyen inculpé, prévenu, accusé, condamné ou interné concerné par une peine ou une mesure de surveillance électronique ;

11° loi du 17 mai 2006 : loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine ;

12° missions en cours : le nombre de missions dont l'exécution est gérée quotidiennement par le service compétent et celles qui sont planifiées ;

13° placement : la mise en place du dispositif de surveillance électronique, y compris, son retrait et les interventions techniques de maintenance sur celui-ci, et le suivi effectif du justiciable au moyen de ce dispositif ;

14° programme-horaire : contenu horaire de la surveillance électronique, qui précise les moments où le justiciable est tenu d'être présent à son lieu de résidence et les moments où il est tenu ou autorisé à s'absenter ;

15° recalcul : réajustement du programme-horaire consistant à déduire des heures de temps libre le temps indûment utilisé par le justiciable ;

16° Règlement général sur la protection des données : Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ;

17° ressources en matériel : l'ensemble du matériel utilisé par le service compétent pour exécuter sa mission ;

18° service compétent : le service désigné pour exercer la mission visée à l'article 3 ;

19° surveillance électronique : la surveillance électronique telle que visée dans les cadres légaux suivants :

a) la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine ;

b) la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive ;

c) la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement ;

d) les articles 37^{ter} et 37^{quater} du Code pénal.

Le Gouvernement peut adapter la liste des cadres légaux visée à l'alinéa 1^{er}.

SECTION II. — OBJECTIFS GENERAUX

Art. 2. Dans l'exercice de ses missions, le service compétent poursuit les objectifs généraux suivants :

1° la préservation de la sécurité publique ;

2° l'évitement de la récidive ;

3° la réinsertion sociale du justiciable.

SECTION III. — MISSION

Art. 3. La mission du service compétent est la mise en œuvre et le suivi de la surveillance électronique.

Le Gouvernement désigne le service compétent au sein de la Communauté française pour assurer la mission visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 4. Dans l'exercice de sa mission, le service compétent effectue les tâches suivantes :

1° le placement d'un dispositif de surveillance électronique sur le justiciable et à son lieu de résidence ;

2° la mise en place d'un programme-horaire adapté ainsi que la gestion de celui-ci pour contrôler le respect de celui-ci par le justiciable ;

3° le suivi du déroulement de la surveillance électronique ;

4° la gestion des alarmes ;

5° la centralisation, l'analyse et la transmission aux autorités mandantes et aux autres acteurs des informations pertinentes sur la surveillance électronique.

Le Gouvernement peut confier d'autres tâches au service compétent.

SECTION IV. — TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ET DES INFORMATIONS

Art. 5. § 1^{er}. Le service compétent traite des données à caractère personnel dans le cadre :

1° de la réalisation de la mission visée à l'article 3 ;

2° de la recherche scientifique et les statistiques ;

3° du calcul, visé à l'article 47/10, alinéa 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions ;

4° de l'amélioration de son fonctionnement.

§ 2. Dans le cadre du traitement visé au paragraphe 1^{er}, 2^o, le service compétent traite des données anonymes ou, si les objectifs visés par le traitement ne peuvent pas être atteints de cette manière, des données à caractère personnel ayant fait l'objet d'une pseudonymisation.

§ 3. Le Ministère de la Communauté française agit en tant que responsable du traitement visé à l'article 4, 7), du règlement général sur la protection des données, pour les traitements visés au paragraphe 1^{er}.

Art. 6. § 1^{er}. Les finalités du traitement visé à l'article 5, § 1^{er}, 1^o, sont les suivantes :

- 1^o activer la mise en œuvre et le suivi de la surveillance électronique ;
- 2^o exécuter et suivre le déroulement de la surveillance électronique ;
- 3^o clôturer la mise en œuvre et le suivi de la surveillance électronique ;
- 4^o enregistrer les conversations téléphoniques du service compétent ;
- 5^o exécuter les peines privatives de liberté en dehors des établissements pénitentiaires ;
- 6^o favoriser la réinsertion sociale en limitant l'exclusion et en maintenant les liens sociaux, familiaux et professionnels du justiciable ;
- 7^o éviter la récidive.

§ 2. La finalité du traitement visé à l'article 5, § 1^{er}, 2^o, est la coopération avec les autorités concernées afin d'évaluer et d'améliorer les politiques liées à l'exercice de la mission du service compétent.

§ 3. Le traitement visé à l'article 5, § 1^{er}, 3^o, est réalisé afin de répondre à l'obligation de contrôle de la Cour des comptes.

§ 4. Les finalités du traitement visé à l'article 5, § 1^{er}, 4^o, sont les suivantes :

- 1^o le pilotage et l'optimisation des interventions du service compétent ;
- 2^o soutenir les concertations avec les autorités mandantes.

Art. 7. Le service compétent peut traiter des données à caractère personnel des catégories de personnes suivantes :

- 1^o les justiciables ;
- 2^o les personnes qui font partie du contexte social des justiciables ;
- 3^o les autorités mandantes et les autres acteurs.

Art. 8. § 1^{er}. Dans le cadre du traitement visé à l'article 5, § 1^{er}, 1^o, le service compétent peut collecter, enregistrer, exploiter et transférer les données à caractère personnel des personnes visées à l'article 7, 1^o, qui sont reprises dans les catégories de données suivantes :

- 1^o les données d'identification et de contact ;
- 2^o les données sur la profession, la compétence professionnelle, l'éducation et la formation ;
- 3^o les données relatives aux caractéristiques personnelles ;
- 4^o les données financières ;
- 5^o les données relatives au mode de vie, aux loisirs et au contexte social ;
- 6^o les données relatives à la composition du ménage ;
- 7^o les données relatives aux conditions de logement ;
- 8^o les données relatives aux condamnations pénales et aux infractions visées à l'article 10 du Règlement général sur la protection des données, si elles ont été communiquées au service compétent par les justiciables, les autorités mandantes ou les autres acteurs ;
- 9^o les données policières ;
- 10^o les données relatives à l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, les données génétiques, des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, visées à l'article 9.1 du Règlement général sur la protection des données, si elles ont été communiquées au service compétent par les justiciables, les autorités mandantes ou les autres acteurs ;
- 11^o les données de géolocalisation générées par l'ensemble du matériel de surveillance électronique dont dispose le service compétent ;
- 12^o les données relatives à l'exploitation des systèmes informatiques visés à l'article 10, § 4 ;
- 13^o les données liées à l'enregistrement des conversations téléphoniques.

Concernant les personnes visées à l'article 7, 2^o, le service compétent peut collecter, et exploiter les données visées à l'alinéa 1^{er}, 1^o, 6^o à 8^o et 13^o.

Concernant les personnes visées à l'article 7, 3^o, le service compétent peut collecter les données visées à l'alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o et 13^o.

§ 2. Aux fins visées à l'article 5, § 1^{er}, 2^o, et uniquement dans le cadre d'une réutilisation des données collectées dans le cadre du traitement visé à l'article 5, § 1^{er}, 1^o, le service compétent peut exploiter et transférer les données à caractère personnel des personnes visées à l'article 7, 1^o, qui sont reprises dans les catégories de données suivantes :

- 1^o les données d'identification et de contact ;
- 2^o les données sur la profession, la compétence professionnelle, l'éducation et la formation ;
- 3^o les données relatives aux caractéristiques personnelles ;
- 4^o les données relatives au mode de vie, aux loisirs et au contexte social ;
- 5^o les données relatives aux condamnations pénales et aux infractions visées à l'article 10 du Règlement général sur la protection des données, si elles ont été communiquées au service compétent par les justiciables, les autorités mandantes ou les autres acteurs.

§ 3. Aux fins visées à l'article 5, § 1^{er}, 3^o, et uniquement dans le cadre d'une réutilisation des données collectées dans le cadre du traitement visé à l'article 5, § 1^{er}, 1^o, le service compétent peut exploiter et transférer les données à caractère personnel des personnes visées à l'article 7, 1^o, qui sont reprises dans les catégories de données suivantes :

1^o les données d'identification et de contact ;

2^o les données relatives aux condamnations pénales et aux infractions visées à l'article 10 du Règlement général sur la protection des données et les données policières, si elles ont été communiquées au service compétent par les justiciables, les autorités mandantes ou les autres acteurs.

§ 4. Aux fins visées à l'article 5, § 1^{er}, 4^o, et uniquement dans le cadre d'une réutilisation des données collectées dans le cadre du traitement visé à l'article 5, § 1^{er}, 1^o, le service compétent peut exploiter les données à caractère personnel des personnes visées à l'article 7, 1^o, qui sont reprises dans les catégories de données suivantes :

1^o les données d'identification et de contact ;

2^o les données sur la profession, la compétence professionnelle, l'éducation et la formation ;

3^o les données relatives aux caractéristiques personnelles ;

4^o les données financières ;

5^o les données relatives au mode de vie, aux loisirs et au contexte social ;

6^o les données relatives à la composition du ménage ;

7^o les données relatives aux conditions de logement ;

8^o les données relatives aux condamnations pénales et aux infractions visées à l'article 10 du Règlement général sur la protection des données, si elles ont été communiquées au service compétent par les justiciables, les autorités mandantes ou les autres acteurs ;

9^o les données policières ;

10^o les données relatives à l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, les données génétiques, des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, visées à au paragraphe 1 de l'article 9.1 du Règlement général sur la protection des données, si elles ont été communiquées au service compétent par les justiciables, les autorités mandantes ou les autres acteurs ;

11^o les données de géolocalisation générées par l'ensemble du matériel de surveillance électronique dont dispose le service compétent ;

12^o les données relatives à l'exploitation des systèmes informatiques visés à l'article 10, § 4 ;

13^o les données liées à l'enregistrement des conversations téléphoniques.

Art. 9. Pour les catégories de données visées dans le présent décret, les demandes portant sur l'exercice des droits visés aux articles 12 à 22 et 34 du Règlement général sur la protection des données sont transmises au délégué à la protection des données du Ministère de la Communauté française.

Pour la catégorie de données à caractère personnel relative aux condamnations pénales et aux infractions visées à l'article 10 du Règlement général sur la protection des données, les demandes portant sur l'exercice des droits visés aux articles 12 à 22 et 34 du Règlement général sur la protection des données, sont traitées par le Ministère de la Communauté française selon les modalités prévues à l'article 14, §§ 2 et 5, de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Art. 10. § 1^{er}. Dans l'exercice de ses missions, le service compétent collecte directement des données et documents auprès du justiciable et des personnes qui font partie du contexte social de celui-ci.

Les données d'identification et de contact et les données sur la profession, la compétence professionnelle, l'éducation et la formation sont collectées directement auprès des autorités mandantes et des autres acteurs.

§ 2. Dans l'exercice de ses missions, le service compétent collecte indirectement des données et documents auprès des autorités mandantes et des autres acteurs.

Les données collectées en vertu de l'alinéa 1^{er} sont reprises dans les mandats et les rapports communiqués par les autorités mandantes et les autres acteurs, ou dans les systèmes d'information de ces autorités mandantes et de ces autres acteurs, dans la mesure où leur accès a été accordé au service compétent.

§ 3. Le service compétent peut s'adresser au Registre national des personnes physiques afin d'obtenir les informations visées à l'article 3, alinéas 1^{er} et 2, de la loi organique du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, en vue de vérifier l'exactitude des données dont il dispose.

Lorsqu'il s'agit de données relatives à une personne physique dont les données ne sont pas inscrites au Registre national, le service compétent utilise le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la sécurité sociale.

§ 4. Le service compétent conserve les données et documents récoltés en application des paragraphes 1^{er} et 2 dans des fichiers et dans des systèmes informatiques mis à sa disposition par le Gouvernement pour soutenir le traitement et l'échange de données.

Les données sont introduites dans les fichiers et les systèmes informatiques visés à l'alinéa 1^{er} d'une manière uniforme et standardisée.

Les membres du personnel du service compétent ont accès aux données, dans la mesure où elles sont nécessaires à l'exécution des tâches qui leur sont confiées et dans le respect du principe de confidentialité.

Art. 11. § 1^{er}. Dans le cadre du traitement visé à l'article 5, § 1^{er}, 1^o, le service compétent transfère les données nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches aux autorités mandantes et aux autres acteurs, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables à la surveillance électronique.

§ 2. Dans le cadre du traitement visé à l'article 5, § 1^{er}, 2^o, le service compétent établit une convention reprenant les modalités de transfert des données avec les autorités concernées.

§ 3. Dans le cadre du traitement visé à l'article 5, § 1^{er}, 3^o, le service compétent transfère les données conformément à l'article 47/10, alinéa 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

CHAPITRE II. — *Capacité de placement*

SECTION PREMIERE. — CAPACITE DE PLACEMENT

Art. 12. § 1^{er}. Le service compétent exécute sa mission en fonction de sa capacité de placement.

§ 2. La capacité de placement visée à l'alinéa 1^{er} est déterminée en fonction des éléments suivants :

- 1° des ressources en matériel du service compétent ;
- 2° du nombre de missions confiées au service compétent par les autorités mandantes.

Art. 13. § 1^{er}. Le service compétent exécute l'ensemble des missions qui lui sont confiées par les autorités mandantes dans les délais légaux.

§ 2. Si la capacité de placement ou des circonstances exceptionnelles dûment justifiées ne permettent pas au service compétent d'exécuter l'ensemble de ses missions dans les délais légaux, il exécute ses missions en suivant l'ordre chronologique dans lequel elles lui ont été confiées en accordant une priorité aux justiciables incarcérés et aux justiciables qui exécutent leur détention préventive sous surveillance électronique.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, le service compétent peut exécuter sa mission en fonction des critères de priorisation suivants en tenant compte :

- 1° de la durée de la surveillance électronique ;
- 2° du type de fait commis par le justiciable ;
- 3° du risque encouru pour la victime ;
- 4° de la situation personnelle du justiciable.

Le service compétent motive sa décision d'appliquer les critères de priorisation visés à l'alinéa 1^{er}, en considérant, le cas échéant, les indications données par l'autorité mandante et les autres acteurs visés à l'article 1^{er}, 3°.

SECTION II. — INFORMATION SUR LA CAPACITE DE PLACEMENT

Art. 14. Le service compétent informe de manière régulière les autorités mandantes sur l'état de sa capacité de placement.

Le Gouvernement détermine les modalités de transmission de cette information.

CHAPITRE III. — *La mise en œuvre des dispositions de la loi du 17 mai 2006 pour les justiciables condamnés à une ou plusieurs peines privatives de liberté de trois ans ou moins.*

SECTION PREMIERE. — PROGRAMME-HORAIRE

Art. 15. § 1^{er}. Le programme-horaire est composé d'un horaire standard déterminé en fonction de l'occupation journalière du justiciable et, le cas échéant, du temps nécessaire à la réalisation des conditions particulières individualisées ou des éventuels congés pénitentiaires.

§ 2. Le programme-horaire peut être adapté :

- 1° en fonction de circonstances propres à la situation personnelle du justiciable ;
- 2° si le justiciable a besoin d'une période horaire supplémentaire pour réaliser une condition particulière individualisée ;
- 3° si le justiciable bénéficie d'un congé pénitentiaire.

Art. 16. § 1^{er}. Lors de la mise en œuvre d'une surveillance électronique prononcée en application des dispositions de la loi du 17 mai 2006, un horaire standard est imposé au justiciable.

§ 2. Le Gouvernement fixe l'horaire standard.

SECTION II. — GESTION DES INCIDENTS

Art. 17. Les incidents sont gérés par le service compétent.

Art. 18. Les incidents sont constatés lorsque :

- 1° le justiciable ne répond pas aux appels du service compétent ;
- 2° le justiciable effectue un déplacement non autorisé ;
- 3° le justiciable n'est pas présent à son lieu de résidence et n'a pas averti le service compétent de son absence ;
- 4° le justiciable ne respecte pas l'horaire lié à sa période d'occupation journalière ou à ses conditions particulières individualisées.

Art. 19. Le Gouvernement précise les modalités de mise en œuvre des mesures qui peuvent être prises par le service compétent à l'égard du justiciable qui n'a pas respecté le programme horaire et qui sont :

- 1° mettre en place un accompagnement auprès du justiciable ;
- 2° rappeler au justiciable ses obligations et l'informer qu'un recalcul peut être effectué ;
- 3° recalculer l'horaire du justiciable ;
- 4° effectuer un signalement auprès des autorités mandantes.

CHAPITRE IV. — DISPOSITIONS FINALES

Art. 20. Le présent décret fait l'objet d'une évaluation, au plus tard le 1^{er} décembre 2023.

L'évaluation visée à l'alinéa 1^{er} se présente sous la forme d'un rapport portant sur l'exécution du présent décret et transmis au Gouvernement.

Art. 21. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} décembre 2021.

Le Gouvernement peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 14 juillet 2021.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

Session 2020-2021

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 261-1. – Rapport de commission, n° 261-2 - Texte adopté en séance plénière, n° 261-3

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 14 juillet 2021.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/42664]

14 JULI 2021. — Decreet over de plaatsingscapaciteit van de Franse Gemeenschap om te zorgen voor de uitvoering van en de controle op het elektronisch toezicht, en over het tijdschema voor rechtzoekenden die zijn veroordeeld tot een vrijheidsbenemende straf van drie jaar of minder

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK EEN. — *Algemene bepalingen*

AFDELING EEN. — DEFINITIES

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° alarm: informatie die via het elektronisch toezichtstelsel aan de bevoegde dienst wordt doorgegeven en die, in voorkomend geval, een reactie van deze laatste vereist;

2° mandaterende overheid: een rechterlijke of administratieve instantie die bij of krachtens een wet, decreet of bevel gemachtigd is om de bevoegde dienst te belasten met de uitvoering van en de controle op het elektronisch toezicht ten opzichte van een rechtzoekende;

3° andere actoren: actoren die meewerken aan de uitvoering van de opdracht van de bevoegde dienst maar die geen mandaterende overheid vormen, en die de gevangenisadministratie, politiediensten en sociale diensten zijn;

4° plaatsingscapaciteit: het aantal personen dat voor een plaatsing in aanmerking komt, dat wordt bepaald op basis van de in artikel 12 vermelde elementen;

5° penitentiair verlof: door de mandaterende overheid aan de rechtzoekende verleend verlof, dat tot gevolg heeft dat de controle van de rechtzoekende langs elektronische weg voor een bepaalde periode wordt opgeschort;

6° sociale context van de rechtzoekende: alle personen die in een bijzondere relatie staan tot de rechtzoekende en daardoor in contact komen met de bevoegde dienst;

7° politiegegevens: uittreksels uit processen-verbaal die door de politiediensten worden opgesteld en door de mandaterende overheden aan de bevoegde dienst worden overgemaakt of die toegankelijk zijn via de in artikel 10, § 2, tweede lid, bedoelde informatiesystemen;

8° exploitatie van de gegevens: bestaat in de analyse van de gegevens, die kan leiden tot een beslissing betreffende het toezicht op een rechtzoekende, de modaliteit van het elektronisch toezicht of het tijdsprogramma. Deze analyse wordt ook verricht met het oog op de ontwikkeling van instrumenten voor de uitvoering van de in artikel 5, lid 1, bedoelde verwerkingen;

9° standaardschema: basisschema dat wordt opgelegd aan de rechtzoekende die aan elektronisch toezicht is onderworpen als bedoeld in afdeling 1 van hoofdstuk 3;

10° rechtzoekende: een burger die in staat van beschuldiging is gesteld, veroordeeld of geïnterneerd en die onderworpen is aan een straf of een maatregel van elektronisch toezicht;

11° wet van 17 mei 2006: wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van tot een vrijheidsbenemende straf veroordeelden en betreffende de rechten van het slachtoffer in het kader van de tenuitvoerlegging van de straf;

12° opdrachten in uitvoering: het aantal opdrachten waarvan de uitvoering dagelijks door de bevoegde dienst wordt beheerd en het aantal opdrachten dat is gepland;

13° plaatsing: de installatie van het elektronisch toezichtssysteem, met inbegrip van de verwijdering en de technische onderhoudsinterventies ervan, en het feitelijke toezicht op de rechtzoekende met behulp van deze apparatuur;

14° uurrooster: de inhoud per uur van het elektronisch toezicht, waarin de tijdstippen worden vermeld waarop de rechtzoekende verplicht is op zijn verblijfplaats aanwezig te zijn en de tijdstippen waarop hij verplicht is of toegelaten wordt afwezig te zijn;

15° herberekening : aanpassing van het uurrooster door van de uren vrije tijd de door de rechtzoekende onrechtmatig gebruikte tijd af te trekken;

16° Algemene verordening gegevensbescherming: Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (Algemene verordening gegevensbescherming);

17° materiële middelen: alle uitrusting die door de bevoegde dienst wordt gebruikt om zijn opdracht uit te voeren

18° bevoegde dienst: de dienst die is aangewezen om de in artikel 3 bedoelde opdracht uit te voeren;

19° elektronisch toezicht: elektronisch toezicht als bedoeld in de volgende wettelijke kaders

a) de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van tot een vrijheidsbenemende straf veroordeelden en betreffende de rechten van het slachtoffer in het kader van de tenuitvoerlegging van de straf;

b) de wet van 20 juli 1990 betreffende preventieve hechtenis;

c) de wet van 5 mei 2014 inzake internering;

d) de artikelen 37 ter en 37quater van het strafwetboek.

De regering kan de lijst van de wettelijke kaders, bedoeld in lid 1, aanpassen.

AFDELING II. — ALGEMENE DOELSTELLINGEN

Art. 2. Bij de uitvoering van zijn opdrachten streeft de bevoegde dienst de volgende algemene doelstellingen na

1° de handhaving van de openbare veiligheid;

2° het voorkomen van recidive;

3° de sociale re-integratie van de rechtzoekende.

AFDELING III. — OPDRACHT

Art. 3. De opdracht van de bevoegde dienst is de uitvoering van en de controle op het elektronisch toezicht.

De regering wijst de bevoegde dienst binnen de Franse Gemeenschap aan om de in lid 1 bedoelde opdracht uit te voeren.

Art. 4. Bij de vervulling van zijn opdracht vervult de bevoegde dienst de volgende opdrachten

1° het plaatsen van een elektronisch toezichtapparaat op de rechtzoekende en op zijn verblijfplaats;

2° het opstellen van een passende planning en het beheer ervan om de naleving door de rechtzoekende te controleren;

3° het volgen van de voortgang van het elektronisch toezicht;

4° het beheer van alarmen;

5° het centraliseren, analyseren en doorgeven van relevante informatie over elektronisch toezicht aan de mandaterende overheden en andere actoren.

De regering kan andere opdrachten aan de bevoegde dienst toevertrouwen.

AFDELING IV. — VERWERKING VAN PERSOONSGEGEVENS EN INFORMATIE

Art. 5. § 1 De bevoegde dienst verwerkt persoonsgegevens in het kader van:

1° de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 3;

2° wetenschappelijk onderzoek en statistiek

3° de berekening bedoeld in artikel 47/10, derde lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten

4° de verbetering van zijn werking.

§ 2. In het kader van de in paragraaf 1, 2°, bedoelde verwerking verwerkt de bevoegde dienst anonieme gegevens of, indien de doeleinden van de verwerking niet op deze wijze kunnen worden bereikt, gepseudonimiseerde persoonsgegevens.

§ 3. Het Ministerie van de Franse Gemeenschap treedt voor de in paragraaf 1 bedoelde verwerkingen op als verantwoordelijke voor de verwerking in de zin van artikel 4, 7), van de Algemene verordening gegevensbescherming.

Art. 6. § 1. De doeleinden van de verwerking bedoeld in artikel 5, § 1, 1°, zijn de volgende:

1° de uitvoering van en de controle op het elektronisch toezicht te activeren;

2° het uitvoeren van en de controle houden op de uitvoering van het elektronisch toezicht;

3° de uitvoering van en de controle op het elektronisch toezicht af te sluiten;

4° het opnemen van de telefoongesprekken van de bevoegde dienst;

5° de uitvoering van vrijheidsbenemende straffen buiten de gevangenissen;

6° de sociale reïntegratie bevorderen door uitsluiting te beperken en de sociale, familiale en professionele banden van de rechtzoekende in stand te houden;

7° recidive te voorkomen.

§ 2. De in artikel 5, § 1, 2°, bedoelde verwerking heeft ten doel met de betrokken overheden samen te werken met het oog op de evaluatie en de verbetering van het beleid in verband met de uitoefening van de opdracht van de bevoegde dienst.

§ 3 De in artikel 5, § 1, 3°, bedoelde verwerking wordt verricht ter vervulling van de controleplicht van het Rekenhof.

§ 4 De doeleinden van de verwerking bedoeld in artikel 5, § 1, 4°, zijn de volgende:

- 1° het optreden van de bevoegde dienst te beheren en te optimaliseren;
- 2° het overleg met de mandaterende overheden te ondersteunen.

Art. 7. De bevoegde dienst kan persoonsgegevens verwerken van de volgende categorieën personen:

- 1° personen tegen wie een gerechtelijke procedure loopt;
- 2° personen die deel uitmaken van de sociale context van de rechtzoekenden;
- 3° de mandaterende overheden en andere actoren.

Art. 8. § 1. In het kader van de verwerking bedoeld in artikel 5, § 1, 1°, kan de bevoegde dienst de persoonsgegevens van de in artikel 7, 1°, bedoelde personen, die tot de volgende categorieën van gegevens behoren, verzamelen, registreren, gebruiken en doorgeven:

- 1° identificatie en contactgegevens;
- 2° gegevens over beroep, beroepsbekwaamheid, opvoeding en opleiding;
- 3° gegevens met betrekking tot persoonlijke kenmerken;
- 4° financiële gegevens;
- 5° gegevens met betrekking tot levensstijl, vrijetijdsbesteding en sociale context;
- 6° gegevens met betrekking tot de samenstelling van het huishouden;
- 7° gegevens met betrekking tot de huisvestingsomstandigheden;
- 8° gegevens met betrekking tot strafrechtelijke veroordelingen en strafbare feiten als bedoeld in artikel 10 van de Algemene verordening gegevensbescherming, indien deze door de rechtzoekende, de mandaterende overheden of andere actoren aan de bevoegde dienst zijn meegedeeld;
- 9° politiegegevens;
- 10° gegevens met betrekking tot raciale of etnische afkomst, politieke opvattingen, godsdienstige of levensbeschouwelijke overtuiging of het lidmaatschap van een vakvereniging, genetische gegevens, biometrische gegevens om een natuurlijke persoon eenduidig te kunnen identificeren, gegevens met betrekking tot de gezondheid of gegevens met betrekking tot het seksuele leven of de seksuele geaardheid van een natuurlijke persoon, als bedoeld in artikel 9.1 van de Algemene verordening gegevensbescherming, indien zij door de rechtzoekenden, de mandaterende overheden of andere actoren aan de bevoegde dienst zijn meegedeeld;
- 11° de geolocatiegegevens die worden gegenereerd door alle elektronische bewakingsapparatuur waarover de bevoegde dienst beschikt;
- 12° gegevens met betrekking tot de werking van de in artikel 10, § 4, bedoelde computersystemen;
- 13° gegevens met betrekking tot de opname van telefoongesprekken.

Ten aanzien van de in artikel 7, 2°, bedoelde personen kan de bevoegde dienst de in het eerste lid, 1°, 6° tot en met 8° en 13°, bedoelde gegevens inzamelen en gebruiken.

Ten aanzien van de in artikel 7, 3°, bedoelde personen kan de bevoegde dienst de in het eerste lid, 1°, 2° en 13°, bedoelde gegevens verzamelen.

§ 2. Voor de in artikel 5, § 1, 2°, genoemde doeleinden, en uitsluitend in het kader van het hergebruik van gegevens die zijn verzameld in het kader van de in artikel 5, § 1, 1°, bedoelde verwerking, mag de bevoegde dienst de persoonsgegevens van de in artikel 7, 1°, bedoelde personen, die tot de volgende gegevenscategorieën behoren, gebruiken en doorgeven

- 1° identificatie en contactgegevens;
- 2° gegevens over beroep, beroepsbekwaamheid, opvoeding en opleiding;
- 3° gegevens met betrekking tot persoonlijke kenmerken;
- 4° gegevens met betrekking tot levensstijl, hobby's en sociale context;
- 5° gegevens met betrekking tot strafrechtelijke veroordelingen en strafbare feiten als bedoeld in artikel 10 van de Algemene verordening gegevensbescherming, indien deze door de rechtzoekenden, de mandaterende overheden of andere actoren aan de bevoegde dienst zijn meegedeeld.

§ 3. Voor de in artikel 5, § 1, 3°, genoemde doeleinden, en uitsluitend in het kader van hergebruik van gegevens die zijn verzameld in het kader van de in artikel 5, § 1, 1°, genoemde verwerking, mag de bevoegde dienst de persoonsgegevens van de in artikel 7, 1°, bedoelde personen, die tot de volgende categorieën van gegevens behoren, gebruiken en doorgeven:

- 1° identificatie en contactgegevens;
- 2° gegevens met betrekking tot strafrechtelijke veroordelingen en strafbare feiten als bedoeld in artikel 10 van de Algemene verordening gegevensbescherming en politiegegevens, indien deze door de rechtzoekenden, de mandaterende overheden of andere actoren aan de bevoegde dienst zijn meegedeeld.

§ 4. Voor de in artikel 5, § 1, 4°, genoemde doeleinden, en uitsluitend in het kader van het hergebruik van gegevens die zijn verzameld in het kader van de in artikel 5, lid 1, punt 1, genoemde verwerking, kan de bevoegde dienst gebruik maken van de persoonsgegevens van de in artikel 7, lid 1, bedoelde personen, die in de volgende gegevenscategorieën zijn opgenomen

1° identificatie en contactgegevens;

2° gegevens over beroep, beroepsbekwaamheid, opvoeding en opleiding;

3° gegevens met betrekking tot persoonlijke kenmerken;

4° financiële gegevens;

5° gegevens met betrekking tot levensstijl, vrijetijdsbesteding en sociale context;

6° gegevens met betrekking tot de samenstelling van het huishouden;

7° gegevens met betrekking tot de huisvestingsomstandigheden;

8° gegevens met betrekking tot strafrechtelijke veroordelingen en strafbare feiten als bedoeld in artikel 10 van de Algemene verordening gegevensbescherming, indien deze door de rechtzoekenden, de mandaterende overheden of andere actoren aan de bevoegde dienst zijn meegedeeld;

9° politiegegevens;

10° gegevens met betrekking tot raciale of etnische afkomst, politieke opvattingen, godsdienstige of levensbeschouwelijke overtuiging of het lidmaatschap van een vakvereniging, genetische gegevens, biometrische gegevens om een natuurlijke persoon eenduidig te kunnen identificeren, gegevens met betrekking tot de gezondheid of gegevens met betrekking tot het seksuele leven of de seksuele geaardheid van een natuurlijke persoon, als bedoeld in artikel 9.1, eerste lid, van de Algemene verordening gegevensbescherming, indien zij door de partijen in de procedure, de mandaterende overheden of andere actoren aan de bevoegde dienst zijn meegedeeld

11° de geolocatiegegevens die worden gegenereerd door alle elektronische bewakingsapparatuur waarover de bevoegde dienst beschikt;

12° gegevens met betrekking tot de werking van de in artikel 10, § 4, bedoelde computersystemen

13° gegevens met betrekking tot de opname van telefoongesprekken.

Art. 9. Voor de in dit decreet bedoelde categorieën van gegevens worden de verzoeken met betrekking tot de uitoefening van de in de artikelen 12 tot en met 22 en 34 van de Algemene verordening gegevensbescherming bedoelde rechten gericht aan de afgevaardigde voor gegevensbescherming van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Voor de categorie van persoonsgegevens betreffende strafrechtelijke veroordelingen en strafbare feiten bedoeld in artikel 10 van de Algemene verordening gegevensbescherming, worden de verzoeken betreffende de uitoefening van de rechten bedoeld in de artikelen 12 tot 22 en 34 van de Algemene verordening gegevensbescherming door het ministerie van de Franse Gemeenschap verwerkt overeenkomstig de procedures van artikel 14, §§ 2 en 5, van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens.

Art. 10. § 1. Bij de vervulling van zijn opdrachten verzamelt de bevoegde dienst gegevens en documenten rechtstreeks bij de rechtzoekende en bij personen die deel uitmaken van diens sociale context.

Identificatie- en contactgegevens en gegevens over beroep, beroepsbekwaamheid, opvoeding en opleiding worden rechtstreeks bij de mandaterende overheden en andere actoren verzameld.

§ 2. Bij de uitvoering van zijn opdrachten verzamelt de bevoegde dienst indirect gegevens en documenten bij de mandaterende overheden en andere actoren.

De krachtens lid 1 verzamelde gegevens worden opgenomen in de mandaten en verslagen die worden verstrekt door de mandaterende overheden en andere actoren, of in de informatiesystemen van deze mandaterende overheden en andere actoren, voor zover de bevoegde dienst daartoe toegang heeft verleend.

§ 3 De bevoegde dienst kan zich wenden tot het Rijksregister van natuurlijke personen om de inlichtingen te verkrijgen als bedoeld in artikel 3, leden 1 en 2, van de organieke wet van 8 augustus 1983 tot instelling van een Rijksregister van natuurlijke personen, teneinde de juistheid van de gegevens waarover hij beschikt, na te gaan.

Wanneer het gaat om gegevens over een natuurlijke persoon van wie de gegevens niet in het nationale register zijn opgenomen, gebruikt de bevoegde dienst het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid.

§ 4 De bevoegde dienst bewaart de overeenkomstig de paragrafen 1 en 2 verzamelde gegevens en documenten in bestanden en computersystemen die hem door de regering ter beschikking worden gesteld ter ondersteuning van de verwerking en uitwisseling van gegevens.

De gegevens worden op uniforme en gestandaardiseerde wijze in de in lid 1 bedoelde bestanden en computersystemen ingevoerd.

De personeelsleden van de bevoegde dienst hebben toegang tot de gegevens, voor zover die nodig zijn voor de uitvoering van de hen toevertrouwde opdrachten en met inachtneming van het vertrouwelijkheidsbeginsel.

Art. 11. § 1. In het kader van de in artikel 5, § 1, 1°, bedoelde verwerking geeft de bevoegde dienst de voor de uitvoering van zijn opdrachten noodzakelijke gegevens door aan de mandaterende overheden en andere actoren, overeenkomstig de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen die van toepassing zijn op het elektronisch toezicht.

§ 2. In het kader van de in artikel 5, § 1, 2°, bedoelde verwerking stelt de bevoegde dienst met de betrokken overheden een overeenkomst op waarin de voorwaarden voor de doorgifte van gegevens worden vastgelegd.

§ 3. In het kader van de verwerking bedoeld in artikel 5, § 1, 3°, geeft de bevoegde dienst de gegevens door overeenkomstig artikel 47/10, derde lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

HOOFDSTUK II. — *Plaatsingscapaciteit*

AFDELING EEN. — PLAATSINGSCAPACITEIT

Art. 12. § 1. De bevoegde dienst voert zijn opdracht uit naar gelang van zijn plaatsingscapaciteit.

§ 2. De in lid 1 bedoelde plaatsingscapaciteit wordt bepaald op basis van de volgende elementen:

1° de materiële middelen van de bevoegde dienst

2° het aantal opdrachten dat door de mandaterende overheden aan de bevoegde dienst wordt toevertrouwd.

Art. 13. § 1. De bevoegde dienst voert alle opdrachten die hem door de mandaterende overheden zijn toevertrouwd binnen de wettelijke termijnen uit.

§ 2. Indien de bevoegde dienst wegens de plaatsingscapaciteit of naar behoren met redenen omklede uitzonderlijke omstandigheden niet al zijn opdrachten binnen de wettelijke termijnen kan uitvoeren, voert hij zijn opdrachten uit in de chronologische volgorde waarin deze hem zijn toevertrouwd, waarbij hij voorrang geeft aan rechtzoekende die in hechtenis zitten en aan rechtzoekende die hun voorlopige hechtenis ondergaan onder elektronisch toezicht.

§ 3. De bevoegde dienst kan in afwijking van paragraaf 2 om zijn opdracht uit te voeren voorrang geven aan de volgende criteria, rekening houdend met:

1° de duur van het elektronisch toezicht;

2° de aard van het door de rechtzoekende gepleegde strafbare feit;

3° het risico voor het slachtoffer;

4° de persoonlijke situatie van de rechtzoekende.

De bevoegde dienst motiveert zijn beslissing om de in het eerste lid bedoelde prioriteringscriteria toe te passen, in voorkomend geval met inachtneming van de aanwijzingen van de mandaterende overheid en de andere in artikel 1, 3°, bedoelde actoren.

AFDELING II. — INFORMATIE OVER DE PLAATSINGSCAPACITEIT

Art. 14. De bevoegde dienst informeert de mandaterende overheden regelmatig over de stand van zijn plaatsingscapaciteit.

De regering bepaalt de procedures voor het doorgeven van deze informatie.

HOOFDSTUK III. — *Uitvoering van de bepalingen van de wet van 17 mei 2006 voor rechtzoekende die zijn veroordeeld tot een of meer vrijheidsbenemende straffen van drie jaar of minder*

AFDELING EEN. — UURREGELING

Art. 15. § 1. Het rooster bestaat uit een standaardrooster dat wordt vastgesteld overeenkomstig de dagelijkse bezigheden van de rechtzoekende en, in voorkomend geval, de tijd die nodig is om te voldoen aan bijzondere geïndividualiseerde voorwaarden of aan een eventueel penitentiair verlof.

§ 2. Het tijdschema kan worden aangepast:

1° in het licht van omstandigheden die eigen zijn aan de persoonlijke situatie van de rechtzoekende;

2° indien de rechtzoekende een bijkomende termijn nodig heeft om aan een bepaalde geïndividualiseerde voorwaarde te voldoen;

3° indien de rechtzoekende met gevangenisverlof is.

Art. 16. § 1. Wanneer elektronisch toezicht wordt bevolen met toepassing van de bepalingen van de wet van 17 mei 2006, wordt aan de rechtzoekende een standaardtijdschema opgelegd.

§ 2. De regering stelt het standaardtijdschema vast.

AFDELING II. — BEHEER VAN INCIDENTEN

Art. 17. Incidenten worden beheerd door de bevoegde dienst.

Art. 18. Incidenten moeten worden geregistreerd wanneer:

1. de rechtzoekende niet reageert op de oproepen van de bevoegde dienst

2° de rechtzoekende maakt een niet-toegestane reis

3° de rechtzoekende is niet aanwezig op zijn woonplaats en heeft de bevoegde dienst niet in kennis gesteld van zijn afwezigheid

4° de rechtzoekende zich niet houdt aan het tijdschema met betrekking tot zijn dagelijkse tijdsbezetting of zijn bijzondere geïndividualiseerde voorwaarden.

Art. 19. De regering bepaalt de wijze van uitvoering van de maatregelen die door de bevoegde dienst kunnen worden genomen ten aanzien van een rechtzoekende die zich niet aan het tijdschema heeft gehouden; deze maatregelen zijn:

1° het verlenen van steun aan de rechtzoekende

2° de rechtzoekende te herinneren aan zijn verplichtingen en hem ervan in kennis te stellen dat een herberekening kan worden uitgevoerd

3° de planning van de rechtzoekende herberekenen;

4° verslaggeving aan de mandaterende overheid.

HOOFDSTUK IV. - *SLOTBEPALINGEN*

Art. 20. Dit decreet wordt uiterlijk op 1 december 2023 geëvalueerd.

De in lid 1 bedoelde evaluatie neemt de vorm in van een verslag over de uitvoering van dit decreet en wordt voorgelegd aan de regering.

Art. 21. Dit decreet treedt in werking op 1 december 2021.

De regering kan een eerdere datum van inwerkingtreding vaststellen dan de in lid 1 genoemde datum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 juli 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het Toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",

F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

Nota

Zitting 2020-2021

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 261-1. – Commissieverslag, nr. 261-2. – Tekst aangenomen tijdens de plenaire zitting, nr. 261-3

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 14 juli 2021.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/21526]

15 JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à une aide aux organisations culturelles et créatives à caractère non lucratif dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 3 mai 2018 relative aux aides pour le développement économique des entreprises, l'article 28 ;

Vu qu'il convient de considérer la crise sanitaire de la COVID-19 comme un événement extraordinaire au sens de l'article 28 de l'ordonnance du 3 mai 2018 relative aux aides pour le développement économique des entreprises ;

Vu le test égalité des Chances, réalisé le 3 juin 2021 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 juin 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 juin 2021 ;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 2 juillet 2021 ;

Vu l'urgence, motivée par le fait que la crise sanitaire du COVID-19 à des conséquences économiques impliquant que la viabilité des organisations culturelles et créatives à caractère non lucratif est, à très court terme, menacée ;

Qu'il convient de prendre des mesures en vue de garantir la viabilité des acteurs exerçant une activité culturelle et créative, et ce dans une finalité directe ou indirecte d'intérêt général ;

Qu'il est fondamental de pouvoir verser l'aide dans les meilleurs délais et que l'urgence est donc justifiée ;

Sur la proposition du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ayant l'Emploi dans ses attributions,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° organisations culturelles et créatives à caractère non lucratif : la personne morale exerçant une activité à titre non lucratif reprise en annexe du présent arrêté ;

2° le Ministre : le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ayant l'Emploi dans ses attributions ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/21526]

15 JULI 2021. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende steun aan de culturele en creatieve instellingen zonder winstoogmerk in het kader van de COVID-19-gezondheids crisis

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 3 mei 2018 betreffende de steun voor de economische ontwikkeling van ondernemingen, artikel 28;

Gelet op het feit dat de COVID-19-gezondheids crisis beschouwd moet worden als een buitengewone gebeurtenis in de zin van artikel 28 van de ordonnantie van 3 mei 2018 betreffende de steun voor de economische ontwikkeling van ondernemingen;

Gelet op de gelijkentest, uitgevoerd op 3 juni 2021;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 juni 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting, gegeven op 16 juni 2021;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 2 juli 2021;

Gelet op de hoogdringendheid, aangezien de COVID-19-gezondheids crisis economische gevolgen heeft voor de culturele en creatieve instellingen zonder winstoogmerk, waarvan het overleven op erg korte termijn op het spel staat;

Dat het past maatregelen te treffen om het voortbestaan van actoren te garanderen die culturele of creatieve activiteiten met een rechtstreeks of onrechtstreeks doel van algemeen belang verrichten;

Dat de steunmaatregel zo snel mogelijk moet worden uitbetaald; een spoedbehandeling is bijgevolg gerechtvaardigd;

Op de voordracht van de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Werk;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° creatieve en culturele instellingen zonder winstoogmerk: de rechtspersoon die een activiteit zonder winstoogmerk uitoefent als bedoeld in de bijlage bij dit besluit;

2° de minister: de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Werk;